

Aug 17 73

manifeste

que veulent les banlieues?

NOIR

"Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé" (déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 27 juin 1793 ; article 34)

une idée neuve commence, à faire son chemin : la banlieue n'est pas un monde à part.

C'est pourtant une image qui lui colle à la peau : banlieue, béton, banlieue ghetto, quartiers d'exil, enfances des rues et de toutes les souffrances, lieux de tous les dangers. La banlieue, ainsi, est souvent mise en avant comme l'image même de la pauvreté **des autres**, de l'exclusion que chacun redoute pour soi. On est toujours la banlieue de quelqu'un.

1. un regard qui divise

Ce regard divise. Il est porteur de toutes les exclusions : exclusion de l'école des élèves "à problèmes", exclusion de la cité des familles "à problèmes", stigmatisation dans la ville des quartiers "à problèmes". Comme si la crise de l'école, les difficultés de vie dans une cité, le développement de la toxicomanie, ou la délinquance pouvaient se résoudre par la désignation de quelques coupables, voire de quelques boucs émissaires.

Ce regard porte donc la peur, plus encore que la pitié. Du côté de ceux qu'il décrit, il alimente le ressentiment, parfois la haine et cette quête amère d'exister **contre** l'autre, quête où **la violence aveugle est plus souvent au rendez-vous que la libération humaine.**



2. civilisation ou barbarie ?

C'est pourquoi nous devons le dire avec force: non la banlieue n'est pas une maladie sociale. **Non ceux qui y souffrent et qui y galèrent, qui y vivent plus démunis que d'autres, ne sont pas pour autant des gens à part.**

C'est la société toute entière qui est malade.

Comment désigner autrement une société qui laisse des millions d'hommes et de femmes sans travail, qui laisse des millions d'hommes et de femmes vivre dans des taudis, qui laisse des jeunes détruire leur vie avant de l'avoir commencée?

Nous devons mesurer la portée de ce que nous vivons dans notre chair, dans la vie quotidienne de nos banlieues.

Nous savons que **l'humanité est à un tournant** de son histoire. Rien ne peut plus durer comme avant, pour personne. Si l'humanité ne s'engage pas aujourd'hui, sur le chemin d'une **nouvelle civilisation**, les **pires régressions** sociales dont nous avons déjà des exemples, ne pourront que s'accroître et s'aggraver.

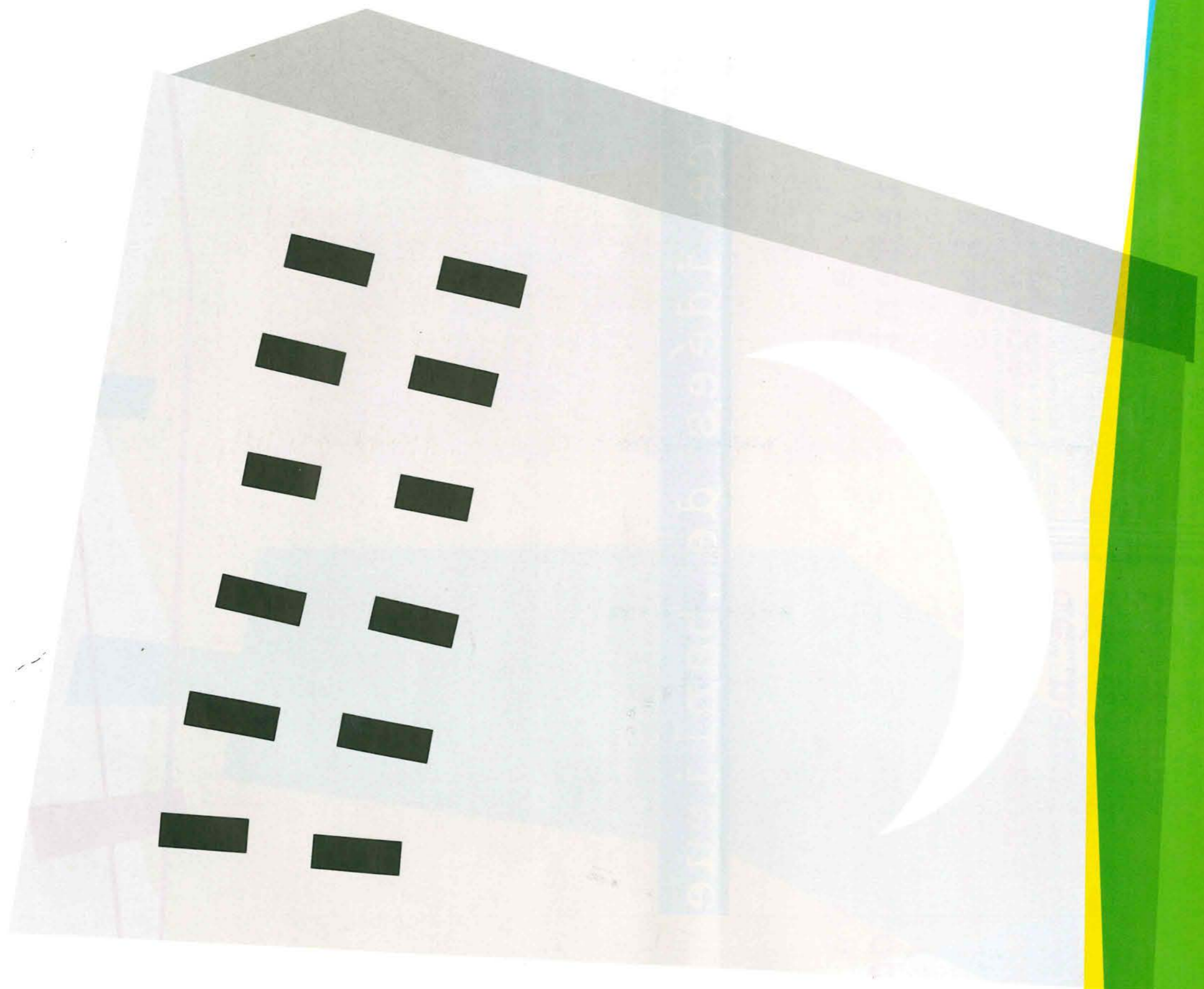
Loin de nier ou d'amoindrir la **gravité des questions** qui nous sont posées en banlieue, nous devons au contraire en prendre toute la mesure. C'est du sens même de l'histoire de l'humanité, ce sont des **valeurs fondamentales** de l'action et de l'existence humaine qu'il est ici question.

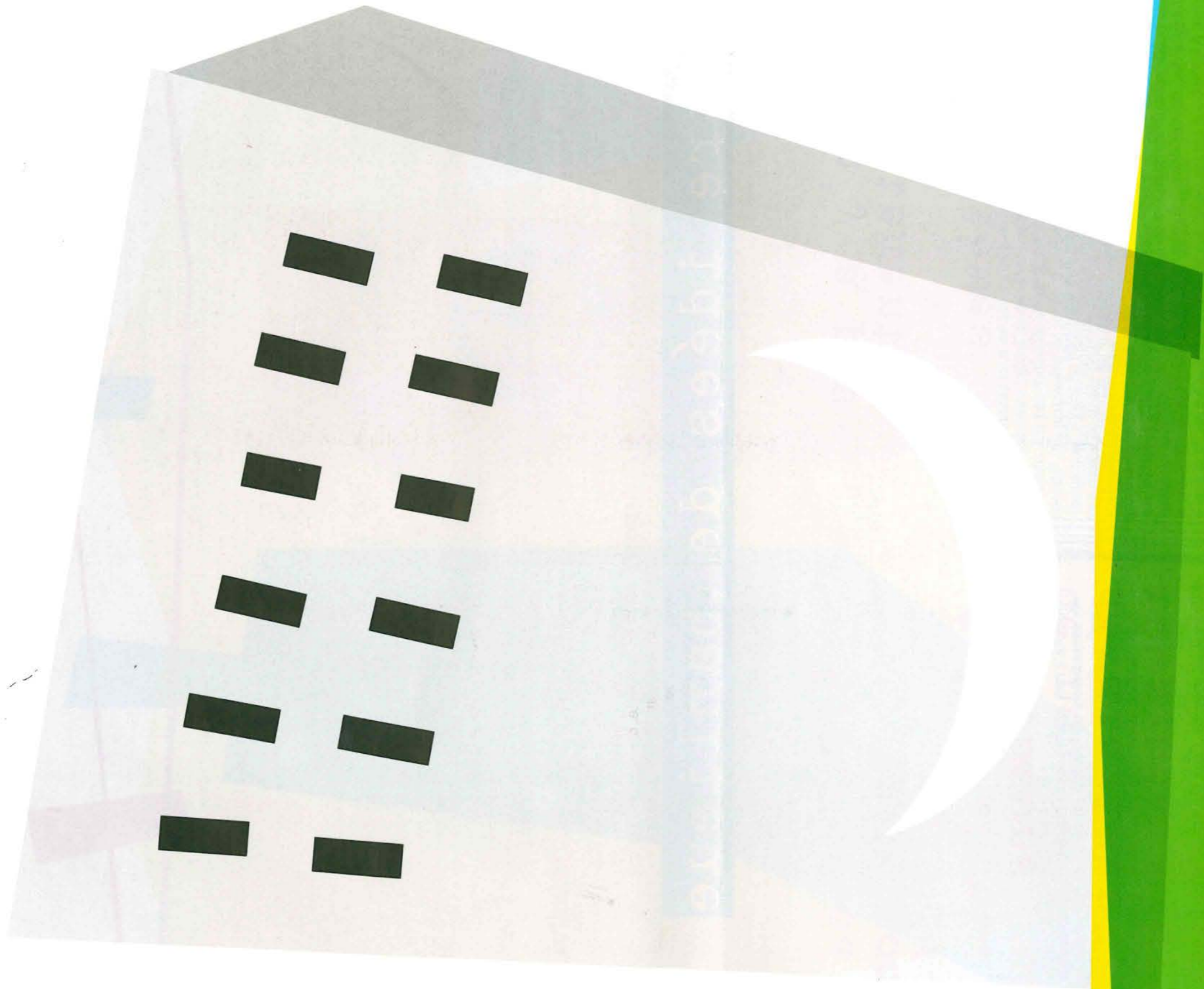
Si dans le désarroi de cette fin de siècle, c'est **l'argent** qui continue, plus que jamais à s'imposer. S'il demeure la valeur essentielle à l'origine de toutes les activités et de tous les choix, alors, soyons en sûr, nous ne sommes pas au bout des déchirements sociaux et des affrontements fratricides, en banlieue et ailleurs.

Mais si des hommes et des femmes peuvent aujourd'hui être porteurs de valeurs et de choix qui mettent **l'homme au centre** de toute marche en avant de la société, des fils alors pourront se renouer, des solidarités se tisser, de nouveaux droits se construire, une espérance renaître.

Dans cette renaissance, la banlieue peut avoir une grande part, une part à la mesure des déchirements dont elle est le théâtre et la victime.







quatre idées de banlieue

1. il n'y a pas de traitement à part des problèmes de la banlieue

Il n'est plus temps de colmater des brèches. S'il faut à l'évidence faire plus pour certains quartiers ou certaines villes que pour d'autres, il ne peut y avoir une politique sociale pour les quartiers "à difficulté" et une autre pour les autres. Il ne peut y avoir une conception de la solidarité à un endroit et une autre ailleurs, une mission variable du service public suivant les quartiers ou les villes. Ceci ne signifie pas que l'uniformité des moyens doivent être la règle car il y a des inégalités de situation à traiter.

Mais si une politique sociale, un service, une solidarité est en échec quelque part, c'est sa conception d'ensemble qu'il faut revoir.

La banlieue est **exemplaire** car elle pose les problèmes de fond de la société française contemporaine, comme elle le fit dans des périodes antérieures. La banlieue fut pour les générations de l'après guerre et des années soixante, un lieu d'anticipation politique, sociale et culturelle où se sont expérimentés logement social, centres de loisir, pédagogie moderne, culture pour tous, pour la dignité et l'avenir de chacun. Elle est aujourd'hui le lieu d'un nouveau défi et **le laboratoire d'une nouvelle modernité humaine.**

2. Cessons de nous dévaloriser ! nous mêmes !

Elle en a les moyens. Ceux qui vivent ou qui travaillent en banlieue sont quotidiennement confrontés à un véritable **devoir d'innovation**. Leurs efforts sont multiples, acharnés, au nom d'une certaine idée de leur métier, au nom d'une certaine idée de l'homme et de la solidarité.

La banlieue, en raison même de l'acuité des problèmes auxquels elle est confrontée au quotidien, recèle des **trésors de capacité d'innovation et de création, d'expérience et de dévouement**.

Ses principaux protagonistes en sont-ils toujours conscients, marqués qu'ils sont de l'image dévalorisante qui leur est sans cesse renvoyée ? Savent-ils, par exemple, les militants de l'aide aux devoirs pour les enfants des cités, qu'ils font beaucoup plus qu'aider quelques jeunes, ce qui est déjà considérable, mais qu'ils posent à l'école en crise des questions que tout ministre devrait entendre ?

3. La solidarité dont nous avons besoin fonde une nouvelle logique sociale

Avancer ensemble et non se diviser, construire ensemble et non s'affronter, telle est l'urgence : une solidarité qui au moins autant une **solidarité de compagnonnage ou de projet** qu'une simple solidarité de partage. Le vieux dicton qui dit qu'on ne doit pas déshabiller Pierre pour habiller Paul est plus que jamais valide. Face à l'idée montante du partage de l'emploi, partage déjà effectué de façon très inégalitaire, c'est la perspective de **changer le travail** qui doit nous rassembler, salariés et chômeurs, pour une vraie place dans la vie pour tous.

Tous pousse aujourd'hui à **opposer deux mondes** : celui des sans emploi et celui des salariés "préservés" du chômage. Aux uns on dit qu'ils manquent de formation ou de modestie dans leurs exigences, aux autres qu'ils sont privilégiés. Ils vivent côte à côte. Veut-on les voir s'affronter ? Ces jeunes qui aujourd'hui crient leur besoin d'être reconnus, de vivre dans la dignité et la responsabilité comme ces salariés, infirmières, cheminots, techniciens de Talbot qui exigent la reconnaissance de leurs compétences et de leur responsabilité professionnelle, ont pourtant bien une exigence commune : **avoir leur place** et toute leur place **dans la société**. La vraie solidarité ce n'est pas celle qui demande aux pauvres des pays du nord de partager le peu qu'ils ont avec les plus pauvres, réfugiés de la détresse des pays du sud qui viennent s'échouer dans nos banlieues.... La vraie solidarité c'est celle qui engage de **nouvelles relations entre le Nord, le Sud et l'Est**, qui impliquent des transformations profondes des logiques de notre propre société.

La vraie solidarité ce n'est pas la démarche étroite qui nous demande de rogner sans cesse sur tel ou tel droit social au nom de la préservation de ce qui reste. Un peu moins de sécurité sociale pour "préserver la sécurité sociale", un peu moins de santé "pour préserver le droit à la santé", un peu (beaucoup) moins de logement social pour "sauver le logement social", un peu moins de droits pour "préserver les droits".... Quel contresens !

Comment avoir une vision aussi étroite des solutions à promouvoir quand tout, sur le terrain nous conduit à des ambitions plus grandes. De nouveaux droits émergent de la crise :

- besoin d'une véritable **sécurité de la vie**;
 - besoin d'une **éducation** à l'école et dans tous les lieux où se constituent les savoirs, qui ait comme but la formation d'une pensée libre et d'un esprit critique, de faire de tous les hommes de réels citoyens;
 - besoin d'un **travail** qui donne à chacun non seulement de quoi survivre mais de quoi assumer avec **fierté** sa place dans la société, de quoi maîtriser réellement sa propre vie;
 - besoin de concevoir la **santé** comme une **grande question sociale** et **politique** aujourd'hui, une question qui mobilise au delà des seuls professionnels désignés comme tels;
 - besoin d'une politique de **logement pour tous**, qui non seulement assure un toit, mais surmonte les ségrégations sociales qui détruisent la société et la ville.
- La liste est ouverte.

4. Prenons la parole

Face à l'acuité des besoins, nombre de décideurs et de gestionnaires s'abritent derrière la complexité croissante de la gestion, l'impérieuse nécessité des choix, les contraintes financières. A la démocratie, on répond par la compétence nécessaire.

a. faire aussi appel aux experts du quotidien

Nous affirmons ici, justement, que les choix sont complexes, les solutions compliquées. C'est si vrai que la compétence des "experts" et des décideurs politiques actuels n'y suffit plus....

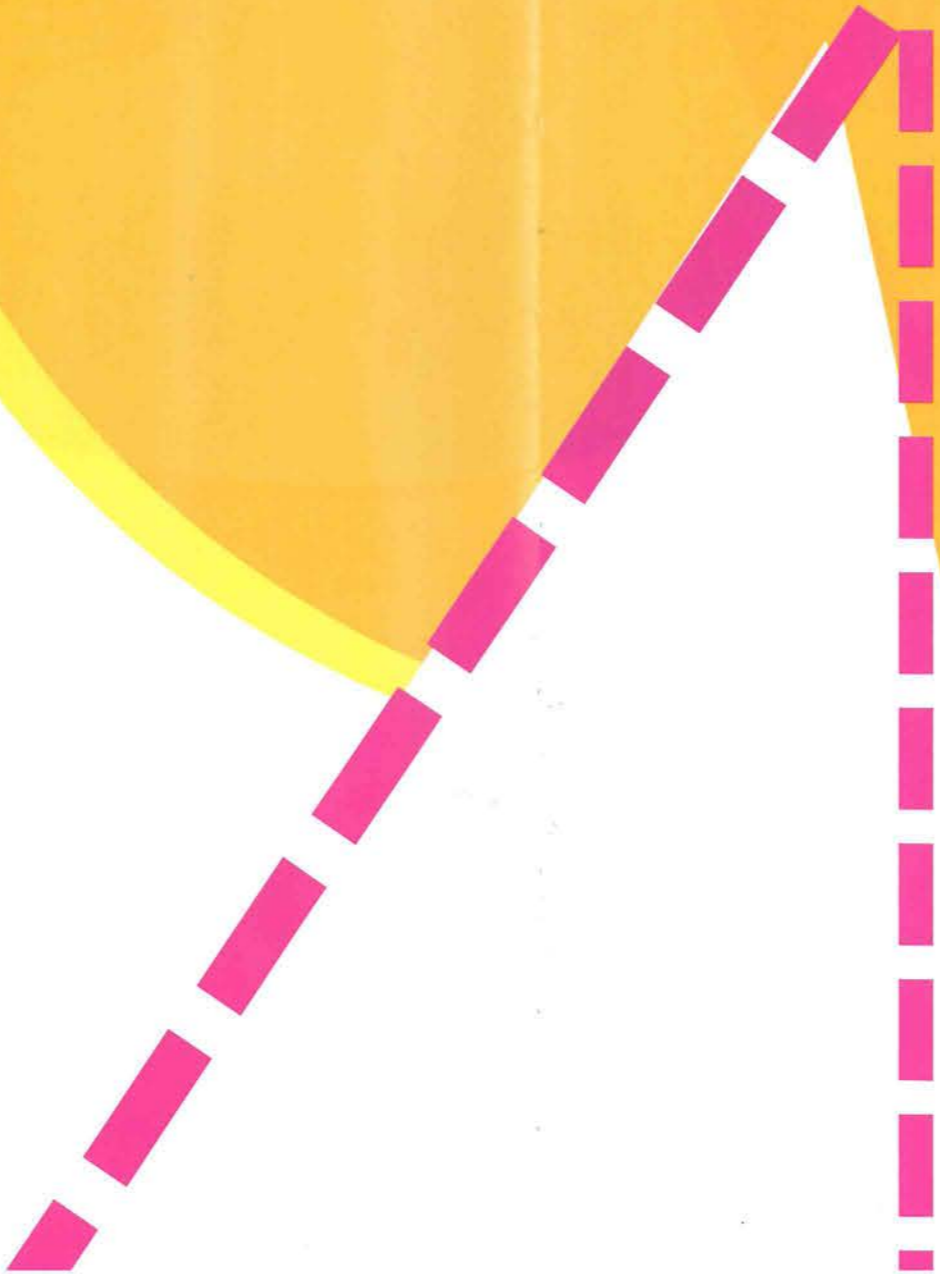
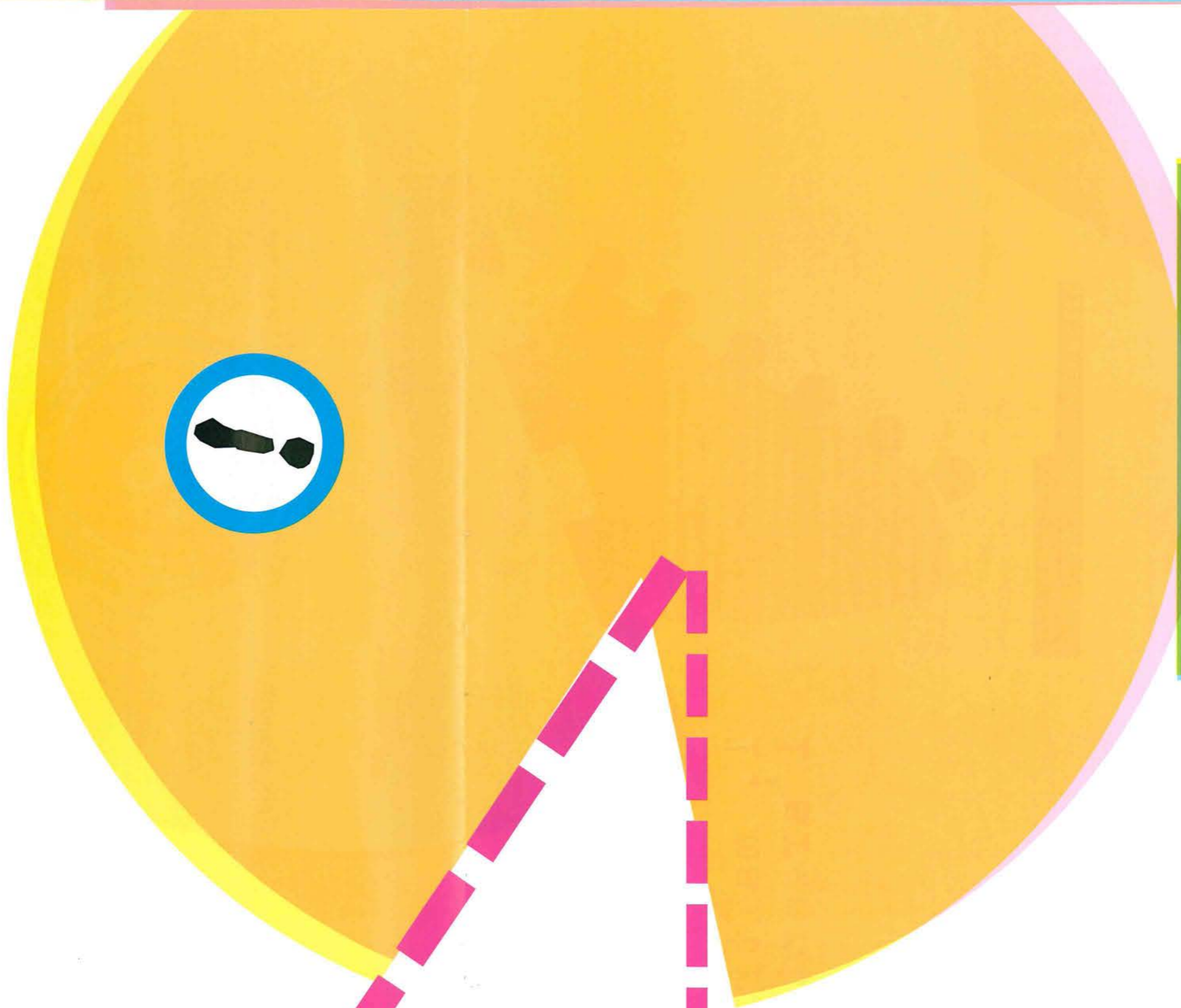
Que savent-ils souvent de la complexité des questions concrètes ? Que savent-ils de toutes les expériences et initiatives qui en disent autant sur les solutions à promouvoir que tous les rapports à la cour des comptes. Nombre de patrons ont déjà compris que l'efficacité de leur entreprise passe par la mobilisation de toutes les compétences notamment celles de l'atelier.

Il y a dans les entreprises, dans les conseils d'écoles, dans les associations, dans les syndicats, dans toutes les activités sociales, **nombre d'experts qui s'ignorent.** C'est l'avenir de la politique et de la démocratie que d'organiser la mobilisation et la confrontation de ces compétences, de toutes les compétences.

b. il faut partager les savoirs

Nous voulons inventer une **démocratie moderne**, ou la complexité des choix ne soit pas un frein à l'intervention citoyenne mais la rende chaque jour plus nécessaire.

Il ne s'agit pas de glisser du règne de la **technocratie** à la démagogie du **populisme**. C'est de la confrontation et de l'échange de toutes les compétences que naissent les choix authentiquement démocratiques : compétences techniques autant que quotidiennes, savantes ou professionnelles



La banlieue

Oui, la banlieue veut tout. Non pas pour elle seule. Elle veut ses "attentes" et ses inventions, c'est une nouvelle civilisation. Si tout n'est pas tout de suite, de grandes directions du futur se préparent au présent :



1. maîtriser l'argent

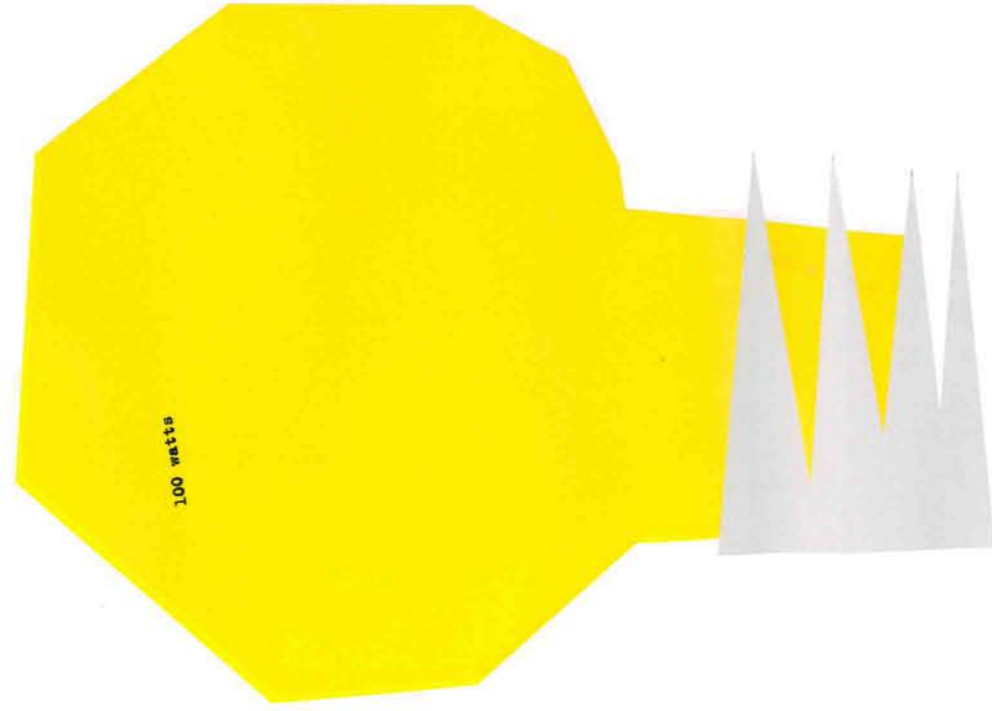
L'argent existe ? Bien sûr des ressources importantes sont disponibles et aujourd'hui gachées, objets de multiples spéculations. C'est son utilisation sans contrôle qui provoque en France et dans le monde de véritables drames humains. Des mesures sont possibles. Par exemple :

1. Il faut un **contrôle public** et transparent de toutes les aides et subventions destinées à promouvoir l'**emploi**, de l'usage des crédits accordés par les banques. L'Etat et les banques aujourd'hui aident par des mesures fiscales et des crédits la réalisation de plans de licenciement alors que les moyens manquent pour créer de nouveaux postes de travail ou que l'on coupe des crédits à des PME tout à fait saines.
2. Il faut revoir complètement le **financement du logement social**, revenir à l'aide à la pierre et permettre aux offices de récupérer la TVA. Des centaines de milliards de crédits bancaires sont affectés à des opérations de spéculation immobilière qui portent préjudice au logement social.
3. soustraire à l'emprise du profit des pans entiers de la vie, ce qui ressort de la **personne** et de l'esprit humain.

Veut l'Outi!

tout car à travers ses souffrances, ses tensions, à qui pointe.

ction et de réflexion peuvent d'ores et déjà être proposées, ce



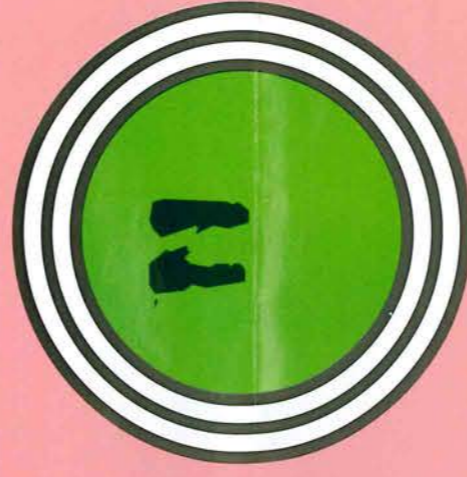
100 watts

2. Promouvoir de nouveaux droits et de nouvelles solidarités

/Donner sens au nouveau qui monte, en traverser les régressions, suppose d'apporter des réponses concrètes, de renverser des valeurs et de promouvoir de nouveaux droits. //

a. Les droits de tous à une vie humaine

1. On doit sanctionner sans faiblesse toute **discrimination** ou exaction au motif du sexe, de la "race", de la religion, des choix syndicaux ou politiques, faire respecter la **dignité** des personnes, garantir à chacun la **libre disposition de son corps** à l'exclusion de toute pratique mercantile.
2. On doit inverser sans tarder la tendance à la baisse de l'emploi et à la montée du chômage pour aller vers un **réduction significative du temps de travail**, à la hauteur des progrès actuels de la productivité du travail.
3. On doit promouvoir une **revalorisation** qualitative du **travail**, dans le privé comme dans le public, par le droit plénier à l'information et à la formation, à l'initiative responsable, à l'intervention dans la gestion, bref



à la **citoyenneté professionnelle**.

Il faut **changer le travail** pour permettre au plus grand nombre de déployer ses **compétences** et ses **responsabilités**, enrayer la logique qui fait de la productivité contre les hommes et non pour eux.

Il faut assurer la **reconnaissance** par la collectivité **d'activités militantes** ou **bénévoles** qui ne sont pas des "emplois" mais dont l'utilité sociale est avérée.

4. Le "**droit à la ville**" dépasse de loin le droit au logement et aux espaces verts. Avec l'environnement urbain, c'est de la qualité de la vie en général qu'il s'agit. Celle-ci dépend bien souvent de décisions et de choix "techniques" et financiers dont on ne peut plus après coup, qu'essayer de réduire les effets désastreux. Les **Schémas Directeurs** régionaux et départementaux doivent pouvoir faire l'objet de débats publics et démocratiques, de propositions alternatives, de choix transparents. Il n'est plus possible aujourd'hui de ne donner le choix aux habitants des banlieues qu'entre l'absence de **transport** moderne et les nuisances des **autoroutes** qui cassent la ville et la vie des quartiers.

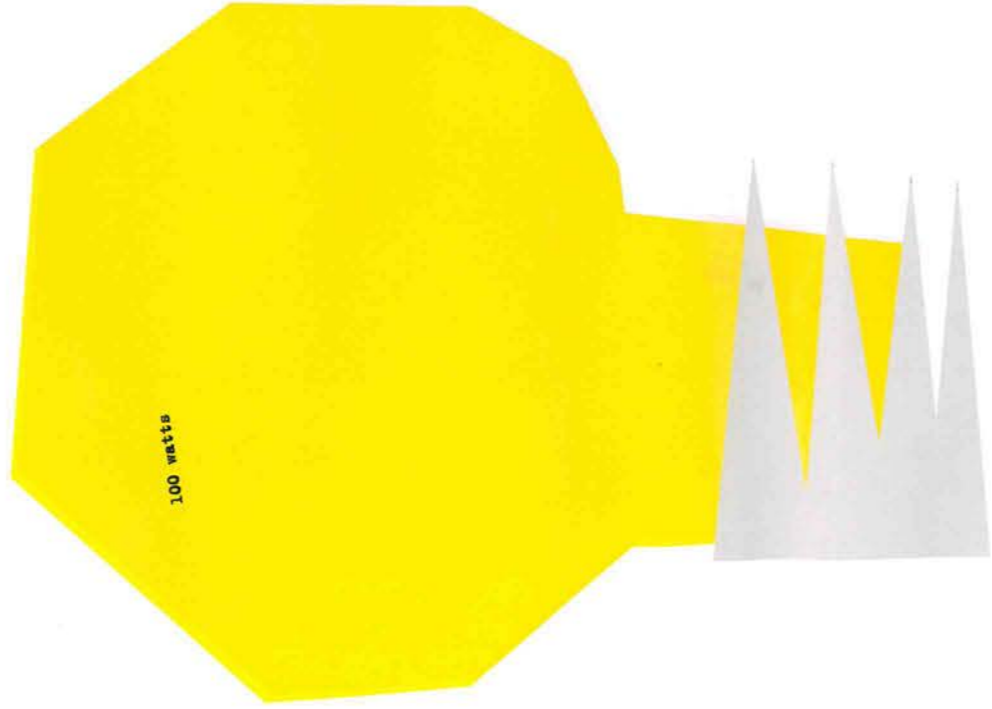
b. autonomie, responsabilité, solidarité

Des besoins sociaux aussi évident que la formation, la santé et la protection sociale, la sécurité, la culture prennent une autre dimension. Faute d'un **renouvellement** de leur conception c'est le recul et la crise qui sont à l'ordre du jour.

Veut IOUTI!

tout car à travers ses souffrances, ses tensions, son point.

ction et de réflexion peuvent d'ores et déjà être proposées, ce



2. Promouvoir de nouveaux droits et de nouvelles solidarités

/Donner sens au nouveau qui monte, entraver les régressions, suppose d'apporter des réponses concrètes, de renverser des valeurs et de promouvoir de nouveaux droits.//

a. Les droits de tous à une vie humaine

1. On doit sanctionner sans faiblesse toute **discrimination** ou exaction au motif du sexe, de la "race", de la religion, des choix syndicaux ou politiques, faire respecter la **dignité** des personnes, garantir à chacun la **libre disposition de son corps** à l'exclusion de toute pratique mercantile.
2. On doit inverser sans tarder la tendance à la baisse de l'emploi et à la montée du chômage pour aller vers un **réduction significative du temps de travail**, à la hauteur des progrès actuels de la productivité du travail.
3. On doit promouvoir une **revalorisation** qualitative du **travail**, dans le privé comme dans le public, par le droit plénier à l'information et à la formation, à l'initiative responsable, à l'intervention dans la gestion, bref



à la **citoyenneté professionnelle**.

Il faut **changer le travail** pour permettre au plus grand nombre de déployer ses **compétences** et ses **responsabilités**, enrayer la logique qui fait de la productivité contre les hommes et non pour eux.

Il faut assurer la **reconnaissance** par la **collectivité d'activités militantes** ou **bénévoles** qui ne sont pas des "emplois" mais dont l'utilité sociale est avérée.

4. Le "**droit à la ville**" dépasse de loin le droit au logement et aux espaces verts. Avec l'environnement urbain, c'est de la qualité de la vie en général qu'il s'agit. Celle-ci dépend bien souvent de décisions et de choix "techniques" et financiers dont on ne peut plus après coup, qu'essayer de réduire les effets désastreux. Les **Schémas Directeurs** régionaux et départementaux doivent pouvoir faire l'objet de débats publics et démocratiques, de propositions alternatives, de choix transparents. Il n'est plus possible aujourd'hui de ne donner le choix aux habitants des banlieues qu'entre l'absence de **transport** moderne et les nuisances des **autoroutes** qui cassent la ville et la vie des quartiers.

b. autonomie, responsabilité, solidarité

Des besoins sociaux aussi évident que la formation, la santé et la protection sociale, la sécurité, la culture prennent une autre dimension. Faute d'un **renouvellement** de leur conception c'est le recul et la crise qui sont à l'ordre du jour.

1. **L'éducation** est une priorité absolue. L'école manque de moyens, de personnels, de locaux, de matériel. Chacun le sait depuis longtemps et l'urgence augmente avec le temps qui passe.

Mais l'école manque aussi de sens.

Cette carence là est moins reconnue par les pouvoirs publics et nombres d'acteurs sociaux, alors qu'elle produit au moins autant de difficultés et de souffrances. Souffrance des jeunes d'abord, culpabilisés dans leurs échecs, brisés dans leur désir d'apprendre. Souffrance des enseignants remis en cause dans leur identité même.

Renouer le dialogue entre ces deux principaux protagonistes de l'apprentissage nécessite plus qu'une nième réforme du bac ou des programmes. Cela passe par un débat national et local impliquant toutes les forces vives du pays pour donner toute leur dignité aux élèves, aux enseignants et à l'instruction elle-même.

Car si la formation est une condition de l'accès au métier, son intérêt dépasse de loin la possibilité de l'embauche : c'est du **développement et de l'autonomie des individus** qu'il est question.

2. Il faut donner un coup d'arrêt à la remise en cause des principes de **solidarité** de la sécurité sociale et de la retraite. On doit chercher la maîtrise des dépenses de santé non dans la restriction de l'accès aux soins, mais dans une priorité nouvelle à la **prévention**, dans une prise en charge collective des questions de santé publique dans la ville.

3. Il faut revitaliser le **service public** en organisant, en direct dans les quartiers des **rencontres salariés usagers** sur la nature et la qualité du service, ses conditions de mise en oeuvre.

4. Ce dialogue pourrait d'ailleurs s'élargir à des **rencontres producteurs-consommateurs** qui serait une façon de souligner le rôle **public** jouer par les **entreprises** et la nécessité d'un regard **démocratique** sur leurs activités.

5. Assurer partout la **sécurité des personnes et des biens, la tranquillité de la vie** quotidienne est une nécessité élémentaire. Elle n'est pas aujourd'hui assurée. Ce non respect d'un droit de base a des conséquences graves pour la société et son avenir. Lorsque la loi ne protège plus, lorsque trop de délits restent sans sanctions, c'est la démocratie qui est en danger, et la porte est ouverte aux tentations de force. Mais la sécurité aujourd'hui, pas plus qu'hier ne peut-être une simple question de police. Ce n'est pas la peur du gendarme qui fait le plus défaut mais le sens de la vie collective. Il faut promouvoir une conception large de la **sécurité de la vie**, promouvoir un ordre social où chacun puisse trouver sa place et son avenir.

6. Il faut enfin prendre de front cette blessure mortelle pour la société qu'est la toxicomanie. Cela signifie prendre toute la mesure de sa dimension de **sécurité publique** et sanctionner sans faiblesse les trafiquants.

Mais cela signifie aussi prendre toute la mesure de sa dimension de **SANTE PUBLIQUE**, dans une approche renouvelée de la santé, traiter ses victimes en malades avant que de les traiter en coupables. L'ennemi c'est la drogue, la victime le toxicomane.

3. Promouvoir une nouvelle vie publique

Tout indique que seule une avancée significative de la citoyenneté permettra d'avancer des réponses adéquates aux problèmes qui se posent. Citoyenneté à l'entreprise et à l'école, dans le quartier, dans la cité, la région, le pays tout entier.

Une telle avancée nécessite :

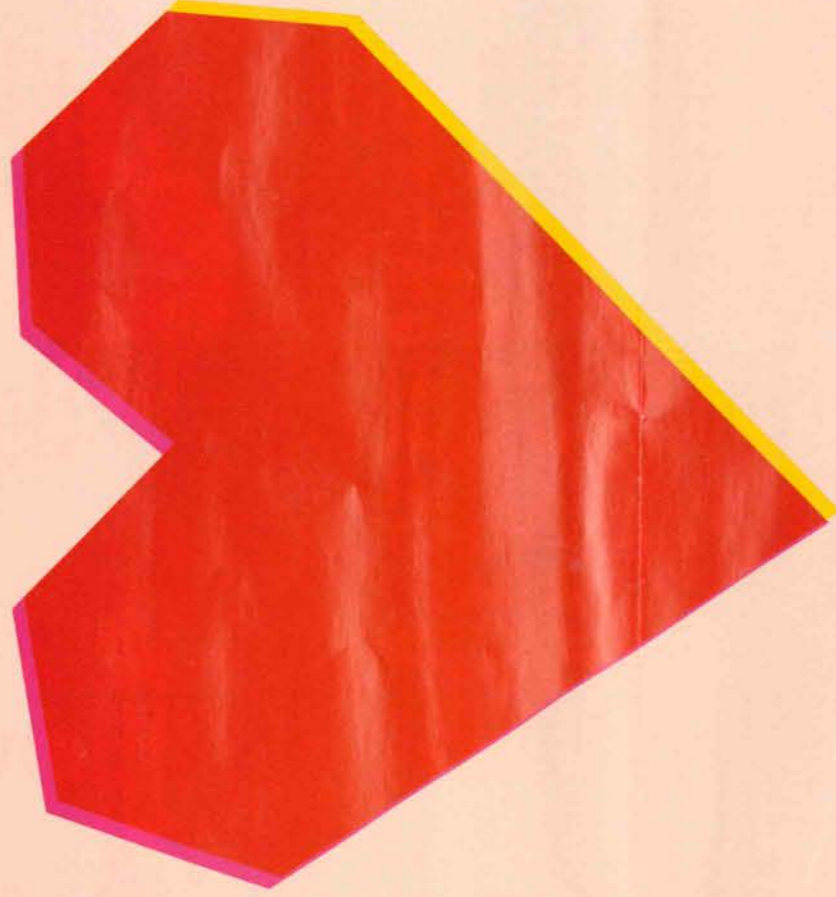
a. De nouvelles institutions

De nouveaux lieux de dialogue et de décisions décentralisés doivent être développés. Ils doivent permettre aux individus et aux groupes, notamment aux associations de mieux participer aux choix collectifs **en liaison fréquente avec des élus** dont le rôle doit s'accroître et se transformer.

b. De nouvelles formes d'organisation collective

1. La vie associative est appelée à se développer. Elle doit pour cela se prémunir contre les **effets pervers d'une politique** d'Etat à courte vue qui pousse à la création d'association pour obtenir les subventions offertes, ou à présenter celles-ci comme un débouché professionnel local. On pourrait par exemple imaginer une **obligation de formation** lors de l'embauche de jeunes par une association de quartier ou de ville, afin de leur permettre d'avoir un vrai métier au bout de quelques années.

2. Les organisations politiques doivent, de leur côté, se transformer profondément pour combler le fossé qui les sépare de plus en plus de la population. Elles doivent être les animatrices de cette nouvelle vie démocratique, de cette mobilisation des énergies et des compétences. Elles doivent être porteuses d'une conception de la politique qui s'ancre dans les situations particulières pour fédérer et élaborer les projets qui rassemblent et donnent en retour un sens aux activités des hommes..



3. Il faut pour cela **déprofessionnaliser la politique** et mettre en place un statut de l'élu ou du militant responsable (associatif ou politique) qui s'apparente à celui des élus syndicaux, afin de favoriser la multiplicité des activités et éviter une professionnalisation outrancière de certaines activités sociales.

c. Un nouvel horizon de la citoyenneté

Mais on sent bien, depuis la banlieue justement, que le cadre national n'est pas encore assez large pour aborder certains enjeux de notre époque. L'interdépendance croissante des hommes, des pays, des situations y conduit de façon urgente.

D'autres horizons de la citoyenneté doivent s'ouvrir aujourd'hui, de l'Europe au Monde, si on ne veut pas laisser des décisions cruciales pour notre vie quotidienne à quelques technocrates, quelques banquiers ou quelques pays puissants.

La banlieue au coeur

La crise sociale aiguë que connaissent certains quartiers ou certaines villes ne sont ni des accidents sociaux ou urbains, ni des problèmes périphériques qu'il suffirait de résorber par des politiques de circonstance.

La situation est grave.

La dislocation du lien social, la dualisation de la société sont, en bien des endroits aujourd'hui, proches du point de rupture.

«**Que veulent les banlieues ? TOUT !**». Il faut prendre toute la mesure de l'affirmation : ce qui se joue en banlieue, c'est l'avenir de la société française.

L'ampleur de la toxicomanie, la gravité de l'échec scolaire, le nombre de squats qui deviennent les bidonvilles de l'an 2000, ne supportent pas de solutions localisées ou temporaires. Ce sont les bases mêmes de la vie collective qui sont en cause. Surmonter aujourd'hui le naufrage de certaines populations suppose de repenser l'ensemble des activités sociales et la solidarité.

Nos banlieues ont du ressort. La culture des rues et des murs comme celle des salles et des livres en témoigne. Elles sont riches d'une jeunesse dont la galère n'a pas émoussé les exigences, riches de millions de salariés, d'intellectuels, de créateurs, d'élus, de militants dont les difficultés même ont fait des innovateurs.

Les questions à résoudre sont certes d'une grande complexité. C'est notre lot en cette fin de siècle. Mais une véritable mobilisation des espoirs et des compétences est possible.

Parce qu'elle est aux coeurs de la crise du monde moderne, **la banlieue est porteuse d'avenir**. Voilà **l'idée nouvelle**, vécue au quotidien, qu'il convient de mettre en avant. La banlieue prouve qu'il faut transformer la société française. Elle a les moyens d'en indiquer la voie.

Les Rencontres pour la banlieue se sont tenues les 27 et 28 novembre 1992 à Aubervilliers, à l'initiative de la coordination communiste démocratique de Seine Saint-Denis, et à l'appel de nombreuses personnalités et acteurs du département. Elles ont réuni 600 personnes pour 2 jours d'échanges et de débat. Ce manifeste en est le prolongement. Nous souhaitons qu'il soit une contribution pour de nouvelles rencontres et de nouvelles initiatives. (Rappel des personnalités qui ont appelé à la tenue des Rencontres de la Banlieue).

ANGELINI Corinne
enseignante
AOUNIT Mouloud
secrétaire général du
MRAP

ASENSI François
député maire de Tremblay
BEAUDER Pascal
président de Landy
Ensemble

BERNARD Maurice
militant associatif
BERTHELOT Marcelin
député

BERTHO Alain
enseignant
BESNIER Daniel

BINDER Georges
BONETTO Suzanne
conseillère municipale
d'Aubervilliers

BOURDERON Roger
enseignant

BOURGEOIS Martine
BRAOUEZEC Patrick
maire de Saint-Denis

BRARD Jean-Pierre
maire de Montreuil
BUISSON Jean
médecin

CASSIUS Josette
directrice d'équipement
CATHALIFAUD Henri
ancien dirigeant syndical

CATHALIFAUD Madeleine
conseillère régionale

CHOUAT Francis
chef de projet DSU

CLOT Yves
cadre

COMPAS Claude
dirigeant sportif

CUNHA NEVES Jader
DAMETTE Félix

DANJEAN Jean-Marc
directeur d'OPHLM

DARCEAUX Christian
enseignant, adjoint
au maire de Tremblay

DARTEIL Philippe
journaliste

DAVISSE Françoise
cadre

DELMONTE Gérard
adjoint au maire
d'Aubervilliers

DELACQUIS Anne
cadre

DELAHOUSSE Chantal
militante associative

DESCHAUVIER Jean-Marie
cadre territorial

DUFRICHE Marcel
ancien maire
de Montreuil

DUHARCOURT Pierre
enseignant

DUMÉLIEU Guy
enseignant

DUMOUTIER Claudie
militante FCPE

DUMOUTIER Jean
psychologue

DUPARC Babette
économiste

DUONG Philippe,
directeur de théâtre

FALL Jean-Claude,
directeur de théâtre

FAURE Mireille

FLEURANT Gérard
FONTAINE Marie-Christine
coordinatrice quartier
du Landy

FOULON René
FRIoux Claude
enseignant

FROGER René
responsable
d'association de retraités,
ancien syndicaliste

GARNIER Marcel
GÉROME Noelle
anthropologue

GINOT Luc
médecin de santé publique

GOISLOT Claude
AREV Saint-Denis

GOLDBERGER Jacqueline
maire adjointe à Pantin

GOLDSTEIN Sylvain
président du MRAP 93

GRÉGOIRE Raphael
GROSSARD Jacques
directeur de
Plaine Renaissance

GRUNFELD Jean-Pierre
conteil en communication

GUEGUEN Jean-Yves
conseiller municipal
de Saint-Denis

GUÉNON Dominique
HADJAM Mimouna
militante associative

HENRIQUE Gilles
HULEUX Régis

HUZARD Adrien,
conseiller municipal
à Aubervilliers,
ancien résistant

INCORVALA Yvette
ISABET Jacques
maire de Pantin

JAME Françoise
JONGY Gérard

KORZEC Pierre
LACOUR Martine

LACREUSE Marc
LAVIE Corinne

LAUVIE Michel
LEDUIGOU Jean-Christophe

LE TALLEC Arlette
LE TALLEC Jean-Pierre

LECŒUR Jacques
LÉGER Alain,
cadre

LEMOINE Jean-Pierre
LEMOINE Michèle

LERAY Armand
LONBARDO Aurore

LOMBARDO Bernard
LUCA Catherine
journaliste

MACÉ André
MARCOS Henri

MAÇON Josiane
MASSU Claude

MAURIZE Jean
adjoint au maire
de Saint-Denis

MIGETTE Michel
MITOLO Michèle,
conseillère générale

MONTES Mathieu
MORAIS Alain

MORIN Francis
NEGRI Toni

NOLAND Maurice
ODRU Louis
ancien député

OZUNI Melik
PAILLARD Didier
adjoint au maire
de Saint-Denis

PERROT Anne
PEU Stéphane
PENGULLY Joel

POLLEDRI Pierre
adjoint au maire
de Tremblay

PRIM Monique
PRIN Michel

PRUDHOMME Georges,
ancien maire
de Tremblay

PRUSKI Jean-Claude
militant associatif

QUETIER Louis
directeur de SEM

RAFATDJOU Makan,
architecte

RALITE Jack
maire d'Aubervilliers

RAMEAU Jacques,
architecte

RENAUD Alain
RÉTIF Louis

REY Pierre-Philippe
ROATA Philippe

ROBINEAU Hélène
RODRIGUEZ Paquita

ROCHEX Jean-Yves
ROL-TANGUY Francis

ROME Daniel
ROSENPLAC Paule

ROUX Alain
SALEVOR Alain
artiste-peintre

SANCHEZ Dominique
SANTONI Pascal

SCHMITT Jacques
SCHMITZ Yannick

SCHOENE Marc,
médecin

SEBAN Didier,
avocat

SINGLE Denise
SOORS Armand

TALLAND Chantale
TATEM Youcef

TAYSSE Roland
adjoint
au maire d'Aubervilliers

TOULON Claude
TOULON José

ULLOEA Georgette
VAIDIE Bertrand

VALADE Roger
VERGÉ Ginette
adjointe au maire
d'Aubervilliers

VERGNAUD Bernard
maire de Sebran

VERRET Michel
VINCENT Jean-Marie

VOISARD Irène
VOISARD Robert

WOLIKOF Serge
YANAT Kamel

ZÉMOR Michèle,
directrice d'école,
conseillère régionale
apparentée "verts"

manifeste
que veulent les banlieues ?
TOUT !

une idée neuve commence
à faire son chemin :

la banlieue n'est pas un monde à part1

1. un regard qui divise2

2. civilisation ou barbarie ?2

quatre idées de banlieue4

1. il n'y a pas de traitement à part des problèmes
de la banlieue4

2. Gessons de nous dévaloriser nous mêmes !4

3. La solidarité dont nous avons besoin fonde une nouvelle
logique sociale5

4. Prenons la parole6

a. faire aussi appel aux experts du quotidien6

b. il faut partager les savoirs6

la banlieue veut tout8 et 9

1. maîtriser l'argent8

2. Promouvoir de nouveaux droits et de nouvelles solidarités9

a. Les droits de tous à une vie humaine9

b. autonomie, responsabilité, solidarité9

3. Promouvoir une nouvelle vie publique10

a. De nouvelles institutions10

b. De nouvelles formes d'organisation collective10

c. Un nouvel horizon de la citoyenneté11

La banlieue au coeur11